

SOMMAIRE

Le Coin des Epargnants

- Le tableau financier de la semaine
- Les bourses à la peine
- Le baril ne vaut plus rien
- Les taux en solde
- Le taux du Livret A en sursis

Si vous étiez absent cette semaine

- France, la production industrielle en souffrance
- France, petit sursaut de confiance
- Inflation en territoire négatif

Le Coin de la Conjoncture

- La zone euro devra compter sur elle-même
- L'Allemagne en roue libre
- Japon, le miracle se fait attendre
- Etats-Unis, le retour de l'aigle

Le Coin des Tendances

- Quand mon ordinateur se prendra pour ma voiture
- La consommation a-t-elle un avenir ?

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	9 janvier	Variation sur 5 jours	31 déc. 2014
CAC 40	4 179	-1,72 %	4 272 pts
Dow Jones	17 737	-0,54 %	17 823
Dax Allemand	9 648	-1,19 %	9 805
Footsie UK	6 501	-0,71 %	6 566
Eurostoxx	3 042	-3,08 %	3 146
Nikkei –Japan	17 197	-1,45 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans	0,7950 %	0,8370 %	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans	0,480 %	0,499 %	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans	1,971	2,123 %	2,17 %
Cours de l'euro / dollars	1,18	-1,37 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars (1^{er} fixing Londres)	1 211	+2,28 %	1 199
Cours du baril de pétrole Brent en dollars	50,09	-11 %	57,54

Les bourses à la peine

Toutes les grandes bourses ont reculé cette semaine. Les bons résultats américains en matière d'emploi ont inquiété les investisseurs. En effet, ils anticipent une remontée plus rapide que prévu des taux d'intérêts américains, remontée qui aurait pour conséquence de rendre moins attractifs les placements « actions ». Les places européennes sont, en outre, toujours dans l'attente des futures élections grecques.

Le baril ne vaut plus rien

Le pétrole continue sa dégringolade et est passé en-dessous des 50 dollars. Certains experts considèrent qu'au vu du ralentissement de la croissance chinoise et de la progression de l'offre, le cours du baril pourrait encore baisser assez fortement dans les prochaines semaines. Un baril entre 20 et 30 dollars est envisageable de manière très temporaire avec l'arrivée du printemps et la baisse de demande de fuel.

Les taux d'intérêt toujours en solde

Les taux d'intérêt des titres publics pour la France et l'Allemagne continuent de baisser. Le taux allemand est passé en-dessous de 0,5 % pour le bund à 10 ans quand le taux de l'OAT française à 10 ans est désormais inférieur à 0,8 %. Cette diminution permet à l'Etat de réaliser des économies sur le service de la dette. Le passage de l'inflation en territoire négatif et la mise en œuvre de mesures monétaires non conventionnelles de la part de la BCE expliquent cette nouvelle décrue.

Le taux du Livret A en sursis

Jeudi 15 janvier sera connu le taux d'inflation du mois de décembre. Le Gouvernement devra alors se prononcer sur une éventuelle baisse du taux du Livret A. Logiquement, le taux actuel de 1 % pourrait être ramené à 0,75 voire 0,5 %. La logique économique avec en arrière-fond le soutien au logement social justifierait cette diminution. De même, la Caisse des Dépôts qui centralise le Livret A doit supporter des coûts importants (rémunération + frais de collecte + gestion des prêts aux organismes d'HLM) quand les ressources placées dans le fond d'épargne lui rapportent peu (les bons du trésor, OAT...). Néanmoins, pour des raisons politiques, avec la proximité des élections locales et afin de ne pas démoraliser l'épargnant populaire, le Gouvernement pourrait être tenté par le statu quo.

SI VOUS N'AVEZ PAS SUIVI L'ACTUALITE ECO CETTE SEMAINE...

France, la production industrielle toujours en souffrance

Le redécollage de la production industrielle française n'est pas intervenu au mois de novembre. En effet, selon les derniers résultats de l'INSEE, elle a reculé de 0,3 % après une contraction de 0,7 % en octobre. Elle se replie sur un an de 1,2 %.

France, petit sursaut de la confiance des ménages

Au mois de décembre, la confiance des ménages a progressé, selon l'INSEE, de deux points pour le deuxième mois consécutif. L'indicateur atteint son plus haut niveau depuis juin 2012 tout en restant nettement en-dessous de sa moyenne de longue période.

En décembre, l'opinion des ménages sur leur situation financière personnelle passée s'améliore de 6 points retrouvant ainsi son plus haut niveau depuis février 2013. Celle sur leur situation financière personnelle future augmente de 2 points, après une hausse de 3 points le mois précédent. Elle est également à son plus haut niveau depuis novembre 2010.

Malgré cette perception plus favorable de leur situation financière, les ménages sont légèrement moins nombreux à considérer comme opportun de faire des achats importants (-2 points).

Au mois de décembre, l'opinion des ménages concernant leur capacité d'épargne actuelle s'améliore de 4 points. Leur opinion sur leur capacité d'épargne future est en progrès d'un point. Les ménages sont aussi beaucoup plus nombreux à estimer qu'il est opportun d'épargner ; le solde correspondant gagne 9 points en décembre et passe ainsi au-dessus de sa moyenne de long terme.

Ce regain de confiance et cette volonté affichée d'épargner méritent d'être confirmés pour en tirer des enseignements. En effet, la forte progression de la propension à épargner et le repli de celle à réaliser des achats importants traduisent toujours une forte méfiance vis-à-vis de l'avenir.

Inflation, en territoire négatif

Le taux d'inflation annuel de la zone euro a été évalué à -0,2 % au mois de décembre 2014, en baisse par rapport au mois de novembre où il était de 0,3 %. Des taux négatifs avaient été enregistrés pour la première fois au sein de la zone euro durant la grande récession de 2009.

La baisse des prix de l'énergie est évidemment responsable de cette chute (-6,3 % contre -2,6 % en novembre). Les prix sont restés stables pour l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac (0,0 %, contre 0,5 % en novembre) ainsi que pour les biens industriels hors énergie (0,0 %, contre -0,1 % en novembre). La seule hausse annuelle concerne les services (1,2 %, stable par rapport à novembre).

Cette très faible inflation pourrait perdurer durant toute l'année 2015. En effet, il n'est pas attendu de rebond immédiat des prix pétroliers. Le faible taux d'utilisation des capacités de production et l'importance du chômage dans de nombreux pays constituent également des éléments en défaveur de l'augmentation des prix.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

La zone euro devra compter sur elle-même en 2015

La baisse du cours du pétrole, la dépréciation de l'euro, les faibles taux d'intérêt, le plan Juncker, la fin des grands programmes d'assainissement dans plusieurs pays devraient permettre une reprise de l'activité au cours de l'année 2015.

Certes plusieurs facteurs pourront jouer à l'encontre de cette reprise. L'éventuelle remontée des taux américains pourrait, par effet de contagion, se répercuter en Europe et freiner l'investissement. La chute du prix du pétrole handicape des pays importateurs de produits européens : Russie, Iran, Venezuela, Nigéria, Algérie, Kazakhstan, mais aussi Canada et Australie. Il faut également ajouter les pays du Golfe. Néanmoins, ces pays ne sont pas des gros clients de l'Europe. La dégradation de la situation de ces Etats a coûté, en 2 ans, 0,2 point de PIB à la zone euro. Il pourrait en être différemment si les Etats-Unis étaient touchés par une baisse des cours. En effet, le secteur de la production de pétrole devra subir une forte chute de sa rentabilité. Ces dernières années, le secteur de l'énergie a été fortement créateur d'emplois et a porté l'investissement. Néanmoins, l'économie américaine devrait, en 2015, bénéficier de la baisse des coûts de l'énergie. Du fait de la faiblesse des taxes et du caractère très énergivore de la croissance américaine, toute baisse des prix a un impact important et rapide. En revanche, le ralentissement marqué de la croissance en Chine et en Amérique Latine devrait toucher l'Europe et en premier lieu l'Allemagne. Les exportations de biens d'équipement dans ces pays devraient se ralentir assez fortement.

L'Allemagne en roue libre

L'Allemagne communiquera, jeudi 15 janvier, une première évaluation de sa croissance de 2014. Elle devrait tourner autour de 1,5 %. Certes, ce taux devrait être nettement supérieur à celui de la France dont la croissance devrait atteindre 0,3 % à 0,4 % mais l'Allemagne, après un mauvais deuxième trimestre, aura connu, une fin d'année, en pente douce.

La production industrielle a reculé au mois de novembre de 0,1 %. Le pays souffre du ralentissement des échanges avec la Russie et la Chine. Les exportations allemandes ont baissé, en novembre, pour le deuxième mois consécutif, de 2,1%. Avec la montée des importations, le solde commercial est en réduction à 17,7 milliards d'euros quand il dépassait 20 milliards d'euros il y a encore quelques mois.

L'investissement du fait des perspectives peu optimistes est en retrait avec notamment un recul des commandes en biens d'équipement.

En revanche, le taux de chômage est tombé à un plus bas à 6,5% au mois de décembre. Il s'agit du meilleur résultat enregistré depuis la réunification en 1990. Au mois de décembre 2013, le taux de chômage était de 6,8 %.

La croissance allemande, en fin d'année, a été portée par la consommation. Ainsi, les ventes de détail ont augmenté de 1,0 % en novembre par rapport à octobre qui avait déjà connu une progression (+2,0 %). Néanmoins, sur l'année, les ventes de détail sont en baisse.

Les mesures prises par le gouvernement allemand, le SMIC, la revalorisation de certaines prestations, pourraient favoriser la consommation en 2015. Néanmoins, le vieillissement de la population limite les effets escomptés d'une relance par la consommation. Les ménages allemands ont, en effet, une forte propension à l'épargne.

Japon, le miracle se fait attendre

Quelques semaines après sa victoire aux élections législatives anticipées, le Premier Ministre japonais, Shinzo Abe, a annoncé son troisième plan « exceptionnel » de relance. En 2013, après son accession au pouvoir, un premier plan avait été engagé d'un montant de 10.500 milliards de yens. En 2014, un nouveau programme de 5.500 milliards d'euros avait été acté. Pour 2015, le plan porte sur 3.500 milliards de yens, soit 24 milliards d'euros. Ce plan doit sortir le pays de la récession occasionnée par l'augmentation de TVA au mois d'avril dernier. Sur l'ensemble de 2014, le PIB nippon n'aura progressé que de 0,3 %.

Dans le cadre de ce nouveau plan de relance, le Gouvernement japonais a décidé de prendre de mesures de soutien aux bas salaires et à l'investissement public. Ce plan ne fera que grossir la dette publique du pays. La Banque centrale nippone sera appelée à l'aide afin de combler le déficit à travers l'achat de nouvelles obligations.

Shinzo Abe malgré une relative timidité dans le passage à l'acte promet toujours la mise en œuvre de véritables réformes structurelles. Ainsi, il prévoit de libéraliser plusieurs secteurs économiques dont l'agriculture. Le Japon pourrait participer à l'accord de libre-échange prévu dans le cadre du projet « partenariat trans-pacifique » qui rassemble une douzaine d'Etats de la zone Asie-pacifique. Dans les cartons figure également une réforme du marché du travail avec une remise à plat des contrats de travail. L'économie japonaise souffre d'une déflation structurelle alimentée par la régression démographique. La population japonaise est en déclin depuis une dizaine d'années ce qui comprime la demande finale. Du fait de l'absence d'immigration, le taux de chômage est au plus bas. Avec l'emploi à vie, la mobilité est très faible et les coûts salariaux ont tendance à s'accroître d'année en année. La flexibilisation des contrats, annoncée depuis des années, est toujours reportée.

Le Gouvernement doit, en outre, favoriser l'investissement privé d'autant plus que l'endettement public dépassant désormais 230 % du PIB crée un effet d'éviction au détriment du secteur privé.

Dans les prochains mois, l'économie japonaise bénéficiera du contre-choc pétrolier qui diminue le coût de la facture énergétique. Avec la diminution de la demande intérieure et l'amélioration de la compétitivité provoquée par la baisse des prix de

l'énergie, la balance commerciale devrait dégager de nouveau des excédents. La dépréciation du yen pourrait également favoriser cette évolution.

Etats-Unis ou le retour de l'aigle

L'économie américaine, avec les résultats du 3^{ème} trimestre, semble être entrée dans un cycle de croissance vertueux. Le taux de croissance de 5 % est le plus fort de ces neuf dernières années. La demande intérieure finale a augmenté de 4,2 %. Les exportations ont contribué positivement à la croissance (0,7 point sur 5). L'amélioration de la balance commerciale s'explique par la baisse des cours des prix de l'énergie et des matières premières mais aussi par l'évolution positive des exportations.

Si la forte réduction du déficit public qui est passée sous la barre des 3 % en 2014 a pesé sur la croissance en début d'année dernière, en revanche, la rigueur s'est atténuée durant le second semestre. Les dépenses militaires qui sont traditionnellement très fortes au troisième trimestre, en fin d'exercice budgétaire, ont contribué à hauteur de 0,7 point à la croissance. Pour 2015 et 2016, la rigueur budgétaire devrait être moins importante.

L'investissement s'est bien comporté durant l'été mais devrait fléchir au quatrième trimestre, en particulier dans le secteur pétrolier et gazier.

La reprise de la consommation des ménages constitue une bonne nouvelle pour l'économie américaine. Les dépenses des ménages ont contribué à croissance au cours des deuxième et troisième trimestres de 2014, respectivement 1,7 point puis 2,2 points, contre une moyenne de 1,4 point entre 2010 et 2013.

Pour le quatrième trimestre, les dépenses de consommation pourraient progresser toujours en rythme annuel entre 3 et 4 %. Cet accroissement sensible de la consommation repose sur une amélioration du pouvoir d'achat des ménages. La diminution du chômage a joué un rôle positif en la matière. En 2014, plus de 2,5 millions d'emplois ont été créés. De ce fait, les revenus d'activité des ménages ont augmenté de 4,5 % en glissement annuel, en novembre, même si les salaires continuent de stagner. La baisse des cours du pétrole a également participé à l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages.

Pour le dernier trimestre, la croissance devrait se situer autour de 3 % permettant d'atteindre sur l'année 2,5 %. Pour l'année 2015, le taux de croissance pourrait se rapprocher de 3 % sous réserve que la baisse des cours du pétrole ne pèse pas trop fortement sur l'investissement et que le relèvement des taux par la FED n'intervienne pas trop tôt.

LE COIN DES TENDANCES

Quand mon ordinateur se prendra pour ma voiture

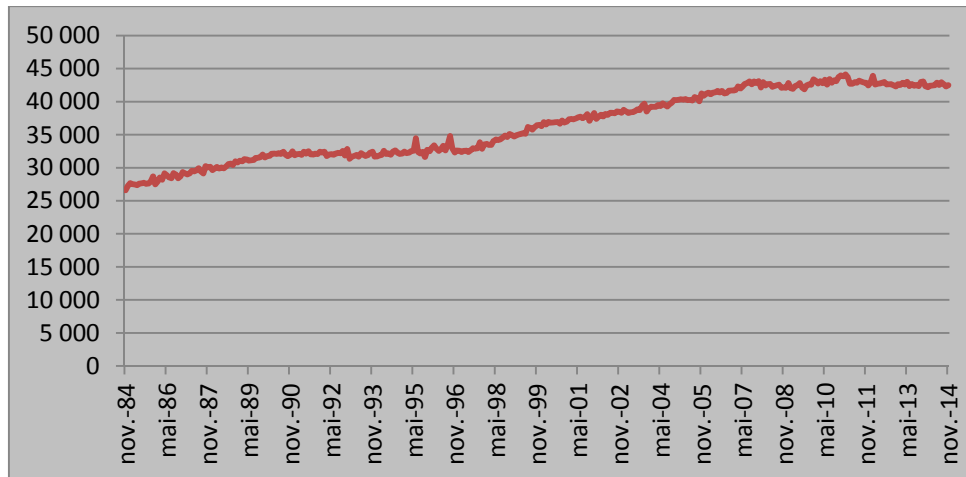
La multiplication des embouteillages à l'échelle planétaire tout comme la lutte contre la pollution et les accidents devraient aboutir à une profonde révolution du secteur de l'automobile. Les aides à l'assistance à la conduite devraient se multiplier avec, à terme, le développement de la voiture sans conducteur. Selon de nombreux experts, d'ici six ans, plus de 150 millions de véhicules seront connectés en Wifi. Parmi eux, entre 60 et 75 % seront capables de se connecter à Internet. Les pouvoirs publics pourront réguler le trafic en détournant des véhicules et à terme en gérant leur vitesse. Il y a encore quelques années, la mise en place de tels systèmes de contrôle reposait sur des modes de gestion verticaux quand aujourd'hui il est admis que les véhicules inter-réagiront entre eux.

L'industrie automobile a façonné le 20^{ème} siècle. Elle a été et est au croisement de toutes les activités économiques : sidérurgie, énergie, électronique, informatique... Elle repose sur des chaînes logistiques complexes avec le recours à un nombre très important de sous-traitants. Son essor a conduit à la réalisation de réseaux de routes, de réseaux de distribution du carburant, de réparation dans tous les pays. L'acquisition de masse de la voiture était une condition sine qua non pour amortir des investissements importants. Le fordisme a été le marqueur de toute cette période.

Le 21^{ème} siècle devrait voir assez rapidement un changement de paradigme. Des voitures connectées et autopilotées feront-elles toujours l'objet d'achats ou seront-elles louées pour des trajets. La logistique de parc de location risque d'être le métier de demain afin de pouvoir mettre à disposition à toute heure et en tout lieu un véhicule à un client. Il n'est pas écrit que l'automobile soit vouée à céder sa place à d'autres formes de transports. Elle offre l'avantage de pouvoir convoyer porte à porte une famille et de transporter une charge utile non négligeable (bagages,...) importante. Par sa modularité et sa fonctionnalité, elle dispose d'avantages relatifs face aux moyens de transports collectifs. En revanche, la voiture jouera de moins en moins un rôle de marqueur social. Au nom d'une certaine efficacité économique, les ménages recourront plus à la location qu'à l'achat. L'industrie automobile deviendra un service.

La consommation a-t-elle un avenir ?

Evolution de la consommation en milliards d'euros par mois



Depuis la crise de 2008, la consommation est globalement stable en France ; Compte tenu de l'augmentation de la population, 300 000 personnes de plus par an, la consommation par ménage diminue depuis 7 ans. Cette évolution est assez logique du fait de la progression du chômage, de l'augmentation des prélèvements obligatoires et des remboursements d'emprunts immobiliers.

La consommation des ménages français évolue non seulement par obligation pour faire face à la stagnation du pouvoir d'achat mais aussi par changement des comportements et des goûts. Les Français consomment de moins en moins de biens industriels qui représentent, en 2013, moins de 47 % des dépenses contre 62 % en 1970. En revanche, les dépenses pré-engagées (abonnements, logements,...) représentent 30 % des dépenses et sont en constante augmentation.

Par souci d'économies, le low cost, le bas de gamme, progressent dans tous les domaines sauf, depuis quelques années, dans le domaine de l'alimentation. Le haut de gamme et le luxe maintiennent leur position grâce aux touristes mais aussi grâce aux résidents qui épargnent pour pouvoir y accéder de temps en temps. Les produits de gammes moyennes sont évidemment fortement pénalisés par cette nouvelle allocation des dépenses de consommation. Les ménages préfèrent descendre en gamme ou trouver des solutions en-dehors des schémas classiques de consommation. Les ménages recourent de plus en plus aux nouvelles techniques de communication et d'information pour consommer. Le succès des sites d'échanges, de ventes de biens d'occasion ainsi que le développement des sites de partage plus ou moins lucratifs illustrent les changements survenus dans notre rapport à la consommation. Les sites « blablacar », « airbnb » et bien d'autres permettent aux ménages d'acquérir des biens ou des services sans passer par les réseaux classiques de distribution. Entre les actions de ventes, d'achats, de partage, il est difficile d'estimer le montant détourné de la consommation classique.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Lundi 12 janvier

En **Italie**, sera connue la **production industrielle** du mois de novembre. En octobre, elle avait reculé de 0,1 % portant la contraction sur un an à 1 %.

Au **Japon**, seront publiés les résultats de la **balance commerciale** et de la **balance des comptes courants**.

Mardi 13 janvier

En **Chine**, il faudra surveiller les résultats de la **balance commerciale** du mois de décembre. Les importations ont fortement diminué (-7,5 %) mais les exportations ont progressé (+7 %). Néanmoins, le solde sera plus faible que celui enregistré au mois de novembre.

Au **Royaume-Uni**, sera rendu public l'**indice des prix à la consommation** pour le mois de décembre. En octobre, une contraction de 0,3 % avait été enregistrée. Une hausse de 0,1 % est attendue pour décembre.

En **Italie**, sera présenté le résultat de la **production industrielle** du mois de novembre. En octobre, le recul avait été de 0,1 % portant la baisse annuelle à 3 %.

Pour la **zone euro**, sera publié le résultat de la **balance des comptes courants** pour le mois de novembre.

Aux **Etats-Unis**, il faudra regarder l'**indice de l'optimisme des affaires** pour le mois de décembre ainsi que la **situation budgétaire**. Il faudra suivre également les résultats sur l'**emploi**.

Mercredi 14 janvier

Au **Japon**, sera publié l'**indice de confiance des consommateurs** du mois de décembre.

En **France**, sera communiqué le **résultat final de l'inflation** pour le mois de décembre et donc le taux d'inflation pour l'année. Le taux pourrait être en territoire négatif à -0,1 % en rythme annuel contre 0,4 % en novembre. Le recul au mois de décembre devrait être de -0,1 % contre -0,2 % en novembre.

Ce taux devrait servir de référence pour fixer le taux du **Livret A** mais le Gouvernement n'est pas obligé de suivre les recommandations du Gouverneur de la Banque de France.

Toujours en **France**, seront connus **le nombre de créations d'entreprise** pour le mois de décembre ainsi que le résultat de la **balance des paiements** du mois de novembre.

Standart & Poor's présentera le panorama général de **la notation de la France** (tendances et enjeux pour les entreprises et les banques françaises).

En **Italie**, sera également rendu public **le taux d'inflation**.

Au **Royaume-Uni**, il sera intéressant de suivre **l'indice des indicateurs avancés**.

Pour la **zone euro**, sera publiée **la production industrielle** du mois de novembre. Elle pourrait avoir progressé de 0,2 %. Sur un an, la production industrielle serait en recul à -0,9 %.

Pour les **Etats-Unis**, il faudra regarder **les résultats des ventes de détail** pour le mois de décembre et **la variation des stocks de pétrole** ainsi que le livre beige de la FED. Les ventes de détail sont attendues en petite hausse à +0,1 % contre + 0,7 % en novembre.

Au **Japon**, il sera utile de regarder **les commandes de biens d'équipement** du mois de novembre. Elles avaient fortement reculé en octobre de 6,4 %. Un rebond à hauteur de 5 % est attendu. Néanmoins sur un an, le recul serait net et est évalué à 5,8 %.

Jeudi 15 janvier

En **Allemagne**, une première estimation **du PIB de 2014** sera publiée. Le taux de croissance pourrait avoir atteint 1,5 % l'année dernière soit un résultat inférieur aux prévisions.

Pour **l'Italie et pour l'Europe** seront connus les résultats de la balance commerciale du mois de novembre.

Aux **Etats-Unis**, il faudra regarder **l'indice manufacturier du mois de décembre de la FED de New York**. L'indice est attendu en hausse. Sera également publié l'indice des prix à la production pour le mois de décembre.

Vendredi 16 janvier

Au **Japon** seront communiqués la **production industrielle** du mois de novembre et **le taux d'utilisation des capacités de production**.

Pour **l'Allemagne**, **l'indice des prix à la consommation** du mois de décembre sera rendu public. Pour décembre, l'indice serait resté stable. Sur l'année, le taux d'inflation serait de 0,2 %. Il sera également communiqué pour l'ensemble de la zone euro. Il devrait rester à -0,2 % comme cela a déjà été révélé en première estimation.

La situation budgétaire de la **France** sera connue pour le mois de novembre.

Aux **Etats-Unis**, seront rendus publics le taux d'inflation et la production industrielle du mois de décembre. Au mois de novembre, les prix avaient diminué de 0,3 %. Sur un an, le taux d'inflation s'élevait à 1,3 %. Pour le mois de décembre, le taux d'inflation devrait être de -0,3 %. Sur l'année, l'inflation a dû être de 1 %. La production industrielle devrait être en hausse de 0,1 %. Le taux d'utilisation des capacités de production baisserait légèrement de 80,1 à 80 %.

Toujours aux **Etats-Unis** sera publié **l'indice de confiance du Michigan** pour le mois de janvier. Il devrait être en légère progression.

La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata et d'O2P Conseil.

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Olivia Penichou, Sarah Le Gouez, Valérian Denis et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr / www.O2P-conseil.com

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 01 45 00 37 37
- Par email : contact@o2p-conseil.com
- Adresse : LORELLO ECODATA – 44, rue de Fleurus – 75006 Paris

Abonnement : contact@o2p-conseil.com

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC